Appel à des actions préventives sur la maîtrise des eaux de pluie au Burundi

@rib News, 26/02/2018 â€“ Source Xinhua Burundi : la lutte contre les changements climatiques devrait se focaliser sur des "actions préventives" (INTERVIEW) La lutte contre les changements climatiques au Burundi devrait se focaliser sur des "actions préventives" pour éradiquer leurs effets pervers, estime Alphonse Polisi (photo), directeur de l'environnement et des changements climatiques au sein de l'Office burundais pour la protection de l'environnement (OBPE) relevant du ministère burundais de l'Environnement, de l'Eau, de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme.

Ingénieur agronome de formation, détenteur d'une maîtrise en gestion de l'environnement obtenue à l'Université de Liège (Belgique) et professeur du cours d'environnement à l'Université du Burundi, M. Polisi est aussi environnementaliste burundais de carrière. Au cours d'une interview accordée à Xinhua en fin de semaine dernière, M. Polisi a recommandé en première ligne que ces actions préventives soient concentrées sur la maîtrise des eaux de pluie au Burundi. Pour M. Polisi, le premier des problèmes concernant le climat au Burundi est l'"intense" pluviométrie, caractérisée en amont par des "pluies abondantes dans un laps de temps" et entraînant en aval des "dégâts importants sur les infrastructures locales et environnantes". Il a évoqué à titre illustratif un cas survenu en 2014 à Gatunguru (nord de Bujumbura), où des pluies torrentielles ayant duré seulement 30 minutes ont causé localement de "fortes" inondations accompagnées de "dégâts immenses" en termes humains (décès et blessés) et matériels (infrastructures). Bujumbura est une ville vulnérable aux pluies, car elle se trouve en aval de la crête Congo-Nil, qui sépare les eaux du Nil et celles du bassin du Congo, a-t-il expliqué. Selon une étude sur la pluviométrie commanditée en 2014 par le Burundi, les projections ad hoc montrent qu'à l'horizon 2050, le taux de pluviométrie dans le pays connaîtra une hausse de 3 à 10%. Pour atténuer cette situation, les actions préventives sur la maîtrise des eaux de pluie devraient accorder la priorité au traçage de haies anti-érosives et à la promotion du programme national de restauration du paysage (plantation d'arbres) au niveau de la crête Congo-Nil, a-t-il poursuivi. Ce processus est piloté par le gouvernement burundais en partenariat avec la Banque mondiale, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a-t-il relevé. M. Polisi a aussi signalé que le Burundi fait face, depuis une décennie, à une seconde perturbation climatique sous forme de "sécheresse prolongée et récurrente", en particulier dans la région naturelle de Bugesera (nord-est). Ce problème entraîne de nombreux effets néfastes, notamment la baisse de la production agricole et la migration écologique de la population vers des zones moins arides. "Les études récentes montrent également que cette région nordique burundaise sera de plus en plus menacée à l'avenir, avec une sécheresse davantage ainsi et répartie sur plusieurs mois", a-t-il relevé. Le Burundi connaît en principe deux saisons (saison pluvieuse et saison sèche) dont la ligne de démarcation est devenue "confuse" aujourd'hui du fait des perturbations climatiques marquées de fortes pluviosités et de sécheresse prolongée. S'appuyant sur les études récentes faites sur cette problématique, M. Polisi a indiqué que le Burundi pourrait connaître une "hausse significative de la température" de 2 à 5 degrés pour tous les mois de l'année, pour la période allant de 2071 à 2100. Face à cette situation, les actions préventives de résilience en cours de réalisation portent notamment sur la vulgarisation d'une "régulation des eaux de pluie" et la lutte contre le déboisement et la déforestation. Dans le cadre de la mise en œuvre du premier accord mondial sur le climat conclu en décembre 2015 à Paris (France), le Burundi s'est engagé à reboiser annuellement une superficie de 4.000 hectares, sur financement du budget étatique, rappelle M. Polisi.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});